

SESSIONI URDINARIA DI U 2021

RIUNIONI DI U 21 d'UTTROVI DI U 2021

N° 2021/M2/63

**QUISTIONI URALI DIPUSITATA DA ANNA MARIA PIFERINI
À NOMU DI U GRUPPU « GHJUVENTÙ NAZIUNALISTA »**

Ughjettu : Action de la Collectivité de Corse contre la spéculation

Monsieur le Président de l'Exécutif,

La Corse est en situation de pression foncière et immobilière. De nombreux chiffres attestent de cette situation. En 5 ans, de 2010 à 2015, ce sont 17 000 résidences secondaires qui ont été construites en Corse contre 8000 résidences principales. A ce jour, notre île comptabilise 100 000 résidences secondaires soit 30% du bâti total et 30 fois plus que la moyenne en France. Certaines communes atteignent les 80% de résidences secondaires. Une étude a également mis en évidence qu'entre 2010 et 2017 les prix de l'immobilier ont augmenté de 138 %. Cela pose la question de l'efficacité de l'arsenal juridique en matière d'urbanisme pour lutter contre le fléau qu'est la spéculation, mortifère pour les corses. Cette situation nous touche d'autant plus en tant que jeunes qui aurons de plus en plus de mal à nous loger et accéder à la propriété. En corse le PADDUC nous protège. Encore faut-il qu'il soit appliqué. Les ESA (Espaces stratégiques agricoles) à forte valeur agro-pastorale et donc destinés à une activité agricole dans une perspective d'autonomie alimentaire, disparaissent sous nos yeux. Entre 2010 et 2015, soit sous la mandature nationaliste, près de 2000 ha ont été consommés, alors même que ceux-ci nous protègent contre l'artificialisation des sols.

En novembre 2019 l'Assemblée de Corse adoptait une motion demandant que la Collectivité de Corse engage systématiquement un recours dès lors qu'un document local d'urbanisme contrevient aux dispositions du PADDUC. Cette même motion vous demandait M. le Président d'ester en justice en cas d'autorisation d'urbanisme contrevenant de la même manière à notre

plan d'aménagement. Sous la précédente mandature, la Collectivité de Corse n'a que très peu porté recours pour des situations telles qu'évoquées.

M. le Président, qu'avez-vous entrepris pour mener à bien cette action ?

Je vous remercie.